



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52967

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Auch wenn man hier und da die Akzente etwas verschieden setzen könnte und manchmal bedauert, daß nicht zumindest in einigen Fußnoten auf besonders wichtige Neuerscheinungen nach 1978 hingewiesen wurde, stellt Hartmanns Literaturbericht fortan ein wichtiges Hilfsmittel für alle Interessenten französischer Geschichte von 1914 bis 1945 dar.

Marlis G. STEINERT, Genf

Ulrich HEINEMANN, *Die verdrängte Niederlage. Politische Öffentlichkeit und Kriegsschuldfrage in der Weimarer Republik*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 1983, 362 S. (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 59).

La catastrophe de 1918 n'a pas été pour l'Allemagne l'occasion d'une remise en cause de son passé récent, bien au contraire. La façon dont elle a été vécue a plutôt conduit à une justification insidieuse de la politique impériale avant 1914, et par contre-coup, les fondements de l'édifice républicain s'en sont trouvés minés.

Voilà, schématiquement, le résultat de la minutieuse enquête de Ulrich Heinemann qui aborde le problème du révisionnisme dans la politique allemande de l'entre-deux guerres, non seulement dans ses aspects de politique étrangère, mais surtout dans sa composante intérieure: la mobilisation de l'opinion contre le traité de Versailles a été conçue comme un moyen de ressouder l'unité allemande. Et le rôle joué dans la conception de cette ligne politique par l'Auswärtiges Amt est bien mis en valeur par l'auteur, grâce à un dépouillement méticuleux de deux séries de dossiers conservés à Bonn, et peu utilisés jusqu'ici: ceux du »Schuldreferat«, le bureau spécifiquement chargé d'instruire l'épineux problème de la »responsabilité«, et ceux de la Commission d'Enquête Parlementaire, constituée en 1919, et qui siégea jusqu'en 1928 (et même 1931 pour une des sous-commissions). La stratégie fondamentale suivie peu ou prou par tous les gouvernements qui se sont succédés sous Weimar vise à une révision radicale du traité de Versailles, au nom de la justice. C'est parce que l'Allemagne a été contrainte de reconnaître sa »culpabilité« de fauteur de guerre (alors qu'il ne peut être question que d'une responsabilité partagée) que le traité est inacceptable: aucun compromis n'est possible. Cette stratégie est définie très tôt: c'est Brockdorff-Rantzau qui en est le promoteur, c'est lui qui amène les Alliés à passer de la notion de responsabilité juridique contenue dans l'article 231 du traité à celle de culpabilité morale contenue dans la note de Clemenceau du 16 juin 1919.

Pour l'Auswärtiges Amt, c'est d'abord ce texte, présenté comme une interprétation unilatérale du traité, qui devait servir de point d'appui au levier révisionniste. Le problème était de maintenir durablement le mouvement d'indignation qu'il avait suscité, tout en lui donnant les apparences d'un mouvement profond de l'opinion, afin de justifier vis-à-vis de l'extérieur les tergiversations dans l'exécution du traité. C'est ce qui sera fait à partir de 1921 avec la création de deux organes apparemment privés, financés en fait sur fonds publics: la »Zentralstelle für Erforschung der Kriegsursachen«, organisme à vocation scientifique, et l'»Arbeitsausschuß Deutscher Verbände«, chargé de coiffer l'ensemble des organisations révisionnistes. Ainsi, l'Auswärtiges Amt se donnait les moyens de présenter et de diffuser une certaine lecture de l'histoire récente, en veillant à gommer ce qui pouvait être défavorable à la cause allemande. A ce consensus historique devait s'ajouter un consensus politique: le but était d'unir tous les partis dans un large mouvement, tout en gardant sous contrôle les chapelles les plus nationalistes. Mais le résultat le plus net de cette politique trop habile fut de nourrir largement l'agitation de groupes très minoritaires qui s'en prenaient d'abord à la République, tout en réhabilitant l'ancien régime impérial: de ce point de vue, l'activité énorme déployée par l'Arbeitsausschuß aboutit à une idéalisation plus ou moins ouverte de la politique allemande avant et pendant la guerre, sans que les organes »républicains« avec lesquels il collaborait (comme la »Reichszentrale für Heimatdienst«) aient semblé saisir l'impact interne de cette

revalorisation. Que la machinerie diplomatique, toute entière héritée de l'ancien régime, n'ait rien vu de mal à cela ne doit pas surprendre. Plus étonnant est sans doute le fait que les hommes politiques de Weimar n'aient pas semblé réellement saisir ce qui était en jeu et aient laissé un organe gouvernemental mener une telle politique.

Quelques rares leaders l'avaient pourtant perçu en 1919, qui avaient souhaité que les fautes des anciens dirigeants soient ouvertement dénoncées: Scheidemann, Erzberger, et surtout Kautsky et Bernstein. La décision prise de créer une commission parlementaire d'enquête aurait pu y contribuer. Et pourtant ce ne fut pas le cas, loin de là. D'abord parce que les ennemis du nouveau régime surent remarquablement utiliser ce forum, avec l'esclandre soigneusement mis en scène de Hindenburg devant la 2^e sous-commission, pour accuser les démocrates d'avoir causé la défaite de l'Allemagne. Ensuite, parce que l'*Auswärtiges Amt* sut prendre en mains les travaux des parlementaires réfugiés dans le huis-clos.

Suivant pas à pas les travaux des quatre sous-commissions qui se sont penchées sur les questions de la préhistoire du conflit, des possibilités de paix pendant la guerre, des atteintes au droit des gens et de la défaite finale, Ulrich Heinemann montre bien comment les diplomates ont su influencer sur le cours des travaux. Il y eut quelques cas de rétention de documents sensibles. Il y eut des pressions constantes, afin de dissuader les enquêteurs d'aller trop avant dans certaines directions, et cela bien entendu au nom de «l'intérêt national»: point de vue que tous les parlementaires finirent par admettre, même si les socialistes furent amenés à se désolidariser à plusieurs reprises de conclusions par trop lénifiantes. Loin de mettre en cause les anciens dirigeants, la commission finit par justifier leur action, ce qui apporta au mouvement révisionniste la caution du parlement.

L'échec de toute remise en cause critique du passé devait ancrer solidement l'opinion dans la conviction que l'Allemagne n'avait pas à rechercher la conciliation ou le compromis, puisqu'elle n'avait rien à se reprocher. L'étranger, devant le phénomène, y gagna la certitude d'avoir à faire avec une «Allemagne éternelle» toujours dangereuse. Les républicains, par attachement conformiste au passé, facilitèrent la montée du nationalisme le plus extrême, contribuant ainsi à ruiner le système politique de Weimar.

Pierre JARDIN, Paris

Michael STÜRMER (Hg.), *Die Weimarer Republik, belagerte Civitas*, 2. erw. Auflage, Königstein [Athenäum] 1985, 411 p.

Si l'historiographie allemande, plus que la française, excelle dans le genre du *Sammelband*, c'est d'abord que la recherche, particulièrement dynamique outre-rhin, s'y appuie sur un réseau très dense de revues. La matière première ne manque donc pas pour ce produit intermédiaire entre l'article isolé et la monographie. Ceci dit, le *Sammelband* n'est pas seulement apprécié comme première sélection et synthèse d'un matériau scientifique abondant et éparpillé, il sert aussi la cause d'un enseignement moins préoccupé d'encyclopédisme – donc moins friand de manuels – que de sensibilisation à la méthodologie par l'étude de cas significatifs.

Cette double fonction d'instrument de travail et de *Studienbuch* a longtemps été remplie de façon exemplaire par l'aujourd'hui défunte *Neue Wissenschaftliche Bibliothek*¹, collection dans laquelle le livre de Stürmer a été initialement édité en 1980. Il est vrai que les volumes à la caractéristique reliure jaune étaient d'autant plus fascinant qu'ils étaient souvent bien davantage que d'excellents recueils de «morceaux choisis». La «serie jaune» n'évitait aucune

¹ Précisons qu'il y eut quand même des voix pour dire que par-delà le national-socialisme, la mesure visait les deux bases de l'impérialisme allemand: la grande propriété foncière et l'industrie lourde prussiennes.